

## CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS DE L'ÉCONOMIE TUNISIENNE – T4 2022

### Cadre général

La Tunisie souffrait déjà avant 2011 d'une croissance qui s'était affaiblie et, surtout, qui était pauvre en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée. Entre 2011 et 2019, le chômage est passé de 13% de la population active à 15,5 %, hors effet COVID et à plus de 18% avec l'effet COVID. Le revenu par tête d'habitant, mesuré en dollars en parité de pouvoir d'achat, a reculé de 30% sur la même période et le dinar est passé de 0,52 euro à 0,30, perdant, ainsi, plus de 40% de sa valeur. La pandémie aura fait chuter le PIB de près de 10% en 2020, gommant d'un coup la maigre croissance cumulée des dix dernières années. Et même l'annonce, dans le cadre de la loi de finances 2021, d'une croissance de 4% est une fausse bonne nouvelle car, à ce rythme, et compte tenu de la chute brutale de 2020, le pays ne retrouvera le niveau du PIB de 2019 qu'en 2023.

### Croissance économique

L'économie nationale a enregistré une croissance de 2,6% sur le troisième trimestre 2022. Cette évaluation intègre les derniers résultats des comptes nationaux trimestriels et qui comportent les révisions habituelles de la croissance des quatre dernières années : comptes définitifs de l'année 2018 (2,7 % contre 2,6 % précédemment) ; comptes définitifs de 2019 (1,5% contre 1,3%) ; comptes définitifs pour 2020 (-8,6% contre -8,7%) ; comptes définitifs pour 2021 (4,3% contre 3,1).

### Finances publiques

La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé la pression sur les finances publiques, malgré la réduction du déficit budgétaire (7,5 % du PIB en 2021 contre 9,7 % en 2020). L'augmentation des recettes fiscales — tirée par la TVA — a dépassé l'augmentation des dépenses publiques, tirées par les salaires publics, les transferts (notamment les subventions croissantes à l'énergie) et le service de la dette. Les déficits budgétaires qui se sont accumulés depuis 2011 ont entraîné une forte augmentation de la dette publique, qui est passée de 52% du PIB en 2015 à 85,6% du PIB en 2021, et dont la majeure partie est externe. L'augmentation de la dette, l'absence de réformes et le retard dans les négociations avec le FMI ont exclu le gouvernement tunisien des marchés financiers internationaux, avec une dégradation de la notation souveraine en 2021.

### Endettement

La dette publique tunisienne est passée de 55,4% du PIB en 2015 à 85,6% du PIB en 2021. En septembre 2022, La dette intérieure représente 39,86% du total de la dette, le reste étant constitué d'endettement extérieur (60,14%), dont de l'endettement multilatéral (60,4%), marché financier (22%) et bilatéral (17,6%). Le service de cette dette représente désormais 16,9% du PIB selon la LF 2022, en accroissement continu (16,87% par rapport à 2021).

## Païement et commerce extérieur

La balance courante s'est soldée, au cours des neuf premiers mois de 2022, par un déficit en creusement de 77,9% pour se situer à -9,7 milliards de dinars, soit 6,7% du PIB (contre -5,4 milliards et 4,2% du PIB une année auparavant). Ce résultat est imputable à l'élargissement du déficit commercial (FOB-CAF) de 60,7% par rapport à la même période de l'année 2021 pour s'établir à 19,2 milliards de dinars.

Toutefois, l'affermissement de l'excédent de la balance des services et l'amélioration de l'excédent de la balance des revenus de facteurs et des transferts courants ont permis d'alléger, dans une large mesure, les pressions exercées sur les paiements courants. Par ailleurs, les entrées nettes de capitaux se sont consolidées pour atteindre 9,4 milliards de dinars, en relation essentiellement avec l'affermissement notable de l'excédent de la balance des prêts-emprunts à moyen et long terme.

## Activités monétaires

Selon la BCT, en comparaison avec sa valeur à fin décembre 2021 et au terme du mois de septembre 2022, le taux de change du dinar a enregistré une dépréciation sur le marché interbancaire de 12,1% vis-à-vis du dollar, tandis qu'il s'est apprécié de 2% par rapport à l'euro, de 10,8% à l'égard du yen japonais et de 4,5% vis-à-vis du dirham marocain.

Sur le marché de change international, le dollar s'est apprécié de 13,9% face à l'euro au terme du mois de septembre 2022 et en comparaison avec sa valeur à la fin de l'année 2021.

## Investissement

Le flux des investissements internationaux se monte à 1 645 MDT, durant les 9 premiers mois de l'année 2022, contre 1 383 MDT au cours de la même période de l'année 2021. Par secteur, les IDE ont augmenté de 87,4% pour les services, mais ont enregistré une baisse de 16,5% pour les industries manufacturières et de 6,7% pour l'énergie. A noter que les IDE se sont inscrits en hausse de 20,2% par rapport à 2020 et en baisse de 13,7% par rapport à 2019. Compte tenu de la situation budgétaire, il est urgent de dynamiser l'investissement privé et d'activer la réalisation de nombreux grands projets d'infrastructure, déjà identifiés et étudiés dans le cadre du partenariat public-privé en l'occurrence, notamment le port en eaux profondes, les zones logistiques et les parcs technologiques.

## Inflation

L'indice général des prix à la consommation familiale s'est inscrit, durant le mois de septembre 2022, en hausse de 1,1%. En glissement annuel, l'accroissement du taux d'inflation a atteint 9,1% en septembre 2022. Au cours des neuf premiers mois de l'année 2022, l'inflation moyenne s'est établie à 7,8%. Par régime de fixation des prix, l'augmentation de l'inflation, en septembre 2022, a concerné les produits libres (+10,4% contre +6% au cours de la même période de l'année précédente), notamment les produits alimentaires (+15,4% contre +7,8%). Néanmoins, les prix des produits non libres ont connu une détente, passant de +6,7% en 2021 à +5,2% en 2022.

## Emploi

Le marché de l'emploi présente une stagnation, avec un taux de chômage de 15,3% au troisième trimestre de 2022. 13,2% chez les hommes et 20,4% chez les femmes. Les jeunes et les régions de l'ouest sont les plus touchés.



# EXECUTIVE SUMMARY

## ANALYSE SECTORIELLE

### Agriculture et pêche

Globalement et sur le dernier exercice clos (2021), le secteur a réalisé une croissance négative de 2,5% contre 0,2% en 2020. La balance commerciale alimentaire a enregistré, au cours de l'année 2021, un déficit de 1 946,4 MDT contre un déficit de 859,4 MDT durant la même période de l'année précédente ; enregistrant, ainsi, un taux de couverture de 70,1% en 2021 contre 84,9% en 2020. Ainsi, le secteur agricole et de pêche a connu une baisse en 2021 pour atteindre -2,5%, suivie d'un rebond à 3,1% durant le premier trimestre 2022, 1,9% le deuxième trimestre 2022, 1,1% le troisième trimestre 2022 et 2% sur l'ensemble des 9 premiers mois de 2022.

### Industries manufacturières

Pour les industries manufacturières, la progression a touché la majorité des secteurs en 2021, à l'exception des industries agroalimentaires qui ont régressé de 3,5%. Ainsi, l'amélioration a concerné, notamment, les industries exportatrices, à savoir l'industrie d'autres produits minéraux non métalliques (+13,2%) et les industries diverses (+12,6%), outre l'amélioration des industries mécaniques et électriques (+11,3%). Le tissu industriel tunisien, comme dans la plupart des pays du monde, a été sévèrement touché par la pandémie du COVID-19. Toutefois, le secteur affiche une croissance de -9,7% en 2021 et de -1,9% au cours du premier trimestre 2022, 29,9% le deuxième trimestre 2022 et 4% le troisième trimestre 2022.

### Industries non manufacturières

Les industries non manufacturières affichent une croissance annuelle moyenne négative sur la période 2010-2020, (-3,3%). La chute de la production du pétrole, du gaz naturel et des phosphates, causée par les protestations, les tensions sociales et l'absence d'investissements étrangers, sont à l'origine de cette dégradation. Ainsi et depuis 2015, la branche Bâtiment & Génie Civil accapare la part la plus élevée du total de la valeur ajoutée des industries non manufacturières. L'industrie non manufacturière enregistre une croissance de -6,2% au premier trimestre 2022, après une croissance de 10% en 2021, de -9,2% au deuxième trimestre 2022 et de -6,6% au troisième trimestre 2022.

### Services marchands

Sur la période 2010-2020, les services marchands ont profité du mouvement haussier du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant du commerce, des services financiers et des télécommunications. La croissance moyenne des services marchands, sur la période 2014-2019, s'est établie à 2,4%. Ce secteur a également subi les répercussions de la pandémie du COVID-19 et sa croissance a été tirée vers le bas en 2020, de -15%. Le secteur touristique a réalisé une saison record en 2019. En 2020 et suite à la crise sanitaire, le secteur s'est contracté et a enregistré une chute vertigineuse de 14%. Les services marchands ont enregistré une croissance de 4,7% en 2021 grâce aux services de transport, aux services financiers et au commerce ; tendance consolidée au cours du premier trimestre 2022, pour atteindre 4,1% grâce, notamment, aux activités touristiques, 6,9% le deuxième trimestre et 7,3% le troisième trimestre 2022.

### Services non marchands

Les activités non marchandes ont réalisé une croissance rapide, immédiatement après 2011, suite aux opérations économiques à caractère social et à l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette croissance a été rationalisée ; cependant, le rythme moyen, sur la période 2014-2019, reste élevé, à 1,9% avant de se replier de 3,7% en 2020.



Fin 2020, les services non marchands contribuent au PIB à hauteur de 21,3%. Le TCAM, sur la période 2010-2019, a atteint 2,81%. En 2020, le secteur n'était pas en mesure de préserver sa croissance et sa valeur ajoutée a subi une contraction de 3,7% pour s'établir à 16 166 MDT.

Les services non marchands ont atteint, pour le dernier exercice clos (2021), 16 585 MDT de valeur ajoutée globale pour l'économie tunisienne.